



Titre : Le «Matin Forum, 90 minutes pour convaincre»

L'ouverture aux universités étrangères permettra de drainer plus d'investissements

Lahcen Daoudi, ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation des cadres

Invité du «Forum Maroc Soir, 90 minutes pour convaincre», Lahcen Daoudi, ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation des cadres, a fait un diagnostic sans complaisance du secteur dont il a la charge. Avec son franc-parler habituel, il n'a éludé aucune question, énumérant par la même occasion les dysfonctionnements qui plombent l'université marocaine et les



moyens de les surmonter.

«Procéder au regroupement des structures d'enseignement supérieur afin d'avoir la masse critique idéale». Reportage photos Aissa Saouri

Le Matin : Le Maroc a dépensé énormément d'argent pour la mise en œuvre du plan d'urgence. Quel bilan avez-vous fait de ce plan ?

Lahcen Daoudi : Je pense que la société marocaine a déjà fait son bilan. Donc pour répondre à votre question, il faut répondre à la question de perception que la société marocaine a de son université. C'est plus important que les bilans faits par l'administration. En tout cas, il faut rappeler que la loi prévoit la mise sur pied d'une agence d'évaluation, mais cette structure n'a pas encore vu le jour. Ainsi, tant que le bilan n'est pas fait par une structure externe, on restera forcément subjectif. Aujourd'hui, le projet de texte devant créer cette agence est dans le circuit législatif. Grosso modo, nous pouvons dire que le plan d'urgence a apporté des éléments positifs, mais sans répondre à l'essentiel, tant au niveau quantitatif que qualitatif. Les chiffres montrent un manque flagrant d'effectifs faisant qu'il y a parfois un enseignant pour 300 étudiants. Il y a dans certains cas trois étudiants par chaise dans les universités à accès ouvert. Nous n'avons que 13 mille enseignants dans le supérieur.

La Tunisie dispose du double de ce nombre. En ce qui concerne les étudiants, le Maroc en compte 510 mille. En 2010, la Tunisie en comptait déjà 350 mille, sans parler de l'Algérie qui en compte aujourd'hui plus d'un million 300 mille... Or pour entrer de plain-pied dans la société du savoir, il faut avoir un nombre conséquent d'étudiants. À ce niveau, le Maroc se trouve en bas du classement. Nous n'avons pas assez de structures d'accueil et les amphithéâtres existants sont insuffisants. Que dire alors de la qualité ?

Le système de formation actuel a montré ses limites. 25% du budget imparti à l'enseignement est dédié à l'enseignement de la communication. Ce qui veut dire que cela est fait au détriment des matières principales.



Dans les matières enseignées, il y a une prédominance de l'enseignement des introductions (introduction à l'étude de droit, introduction à l'étude de l'économie...). Nous essayons de rationaliser nos dépenses. Aujourd'hui, nous avons pu réaliser 70% d'économie dans le budget du ministère destiné au fonctionnement.

Pourtant, on continue à recevoir beaucoup de délégations et d'organiser des missions à l'étranger. Les économies réalisées vont permettre de construire un restaurant qui sera mis au service des employés du ministère. Nous avons 800 employés au ministère qui, parfois, sont obligés de prendre leurs repas dans les bureaux... ce qui est inhumain. Avec les économies faites, il sera possible de construire un restaurant et deux nouveaux bâtiments. Autre dysfonctionnement, aujourd'hui, le ministère n'est pas toujours au courant de ce qui se passe dans les universités. On réfléchit donc à la mise en place d'un système d'information grâce auquel il suffirait de cliquer sur un bouton pour savoir ce qui se passe dans telle ou telle université...

Pour changer cette situation que vous avez décrite, votre département a élaboré un plan d'action 2013-2016, quels en sont les principaux axes ?

Le principal axe consiste à procéder au regroupement des facultés pour qu'elles ne restent plus éparpillées. Nous voulons aussi faire en sorte qu'il y ait suffisamment d'amphithéâtres, d'enseignants, de bibliothèques... J'espère que d'ici octobre prochain, nous aurons résolu le problème de l'offre sur le plan quantitatif. Et tout ce que nous entreprenons, nous le faisons en concertation avec les universités. En effet, nous leur avons adressé un questionnaire pour savoir quels sont leurs objectifs et leurs besoins en termes de moyens. Il faut dire que pendant des années les universités souffraient de plusieurs dysfonctionnements, et ce sont les étudiants qui en font les frais, notamment en termes d'encadrement. On formait des encadrants qui partaient travailler ailleurs. Nous essayons donc de les récupérer pour renforcer le taux d'encadrement. Nous avons également conçu un programme spécial, en dehors du budget des universités, pour la construction de 25 amphithéâtres. Ce qui devrait permettre de résoudre le problème du sureffectif des étudiants. C'est un projet que nous avons confié à la Compagnie générale immobilière (CGI).

Justement, est-ce que la question de la bonne gouvernance figure parmi vos priorités ?

Pour nous, la bonne gouvernance est non seulement prioritaire, mais est essentielle dans toute réforme. Ainsi, désormais, tous les présidents d'université et tous les doyens recrutés suivront une formation spécifique en matière de gestion au sein du ministère des Finances. Il est inadmissible de confier 400 ou 500 millions de DH à un président d'université qui a une formation scientifique de haut niveau sans le préparer à leur gestion.

Il y a un hiatus entre la formation dispensée dans les universités et les besoins du marché du travail.

Que faut-il faire pour arrêter de produire des diplômés chômeurs ?

Soyez-en sûrs ! Le chômage des diplômés ne s'arrêtera pas de sitôt. Et pour cause, 65% des élèves choisissent encore des disciplines littéraires et 35% seulement choisissent des filières scientifiques. Quelle l'économie pourrait absorber ce flot au niveau des spécialités littéraires qui sont, certes, importantes, mais ne correspondent pas aux besoins du marché ? Cela est d'autant plus vrai quand l'économie ne tourne pas assez vite et donc ne produit pas assez d'emplois. Au Maroc, le taux de croissance, qui ne dépasse pas 5%, ne peut que produire du chômage. Tant que ce taux ne dépasse



pas les 7%, il ne faut pas espérer se débarrasser de ce fléau. Nous avons besoins de nos licenciés en droit, en art, en lettres, mais nous avons besoin également de 9 000 infirmiers, de 7 000 médecins, de 3 000 architectes et de dizaines de milliers d'ingénieurs. Malheureusement, nous n'avons que deux techniciens par ingénieur. Alors que la moyenne internationale est de 5 à 10 techniciens par ingénieur. Nous avons donc beaucoup d'efforts à fournir au niveau des écoles supérieures de technologie (EST). C'est dans ce sens que nous allons procéder au regroupement des structures d'enseignement supérieur afin d'avoir la masse critique idéale. Nous espérons avoir demain l'université de Casablanca, de Rabat et dans les autres grandes villes, à l'instar des universités de Paris, de Barcelone... Dans les villes moyennes, nous allons opter pour des formations polytechniques. Il y a donc plusieurs réformes à mener et qui nécessitent forcément des moyens. Mais dès que j'ai parlé, par exemple, des riches qui doivent payer, cela a soulevé un tollé. De même, lorsque j'ai parlé de l'installation de certaines universités de l'étranger, j'ai eu droit à des réactions et des commentaires recourant à des terminologies qui datent des années 60. Et pourtant, cela devrait permettre d'enseigner des disciplines qui ne peuvent être enseignées que dans le cadre de ces universités étrangères.

Justement, en ce qui concerne cette question de l'ouverture sur les universités étrangères, où en êtes-vous ? Est-ce que les contacts sont avancés ?

Oui, les contacts avec les universités étrangères sont très avancés. Le Maroc a été, à ce niveau, bien «marketé». Au point que plusieurs universités européennes et canadiennes se bousculent au portillon, pour ainsi dire.

Elles veulent s'installer chez nous. L'enjeu pour nous est de faire du Maroc un hub universitaire et d'attirer ainsi des étudiants africains et même du Moyen-Orient, y compris dans les disciplines littéraires ou juridiques. Nous avons de grandes ambitions dans ce sens. Nous aspirons même à faire du Maroc une base de recherche-développement.

Mais parfois les expériences sont décevantes, dans la mesure où lorsque des universités s'installent ailleurs, elles ne maintiennent pas la même qualité.

Comment allez-vous faire pour garantir que ces universités ne se contentent pas seulement d'apporter une simple enseigne ?

C'est garanti parce que ces universités ne vont pas venir pour engranger de l'argent. Si elles ne livrent pas le même diplôme avec les mêmes qualités, personne ne va s'y inscrire. Elles doivent avoir les mêmes équipements, la même qualité et les diplômes doivent porter la signature des autorités étatique de leur pays.

Ceci étant, il faut savoir que si nous arrivons à former des étudiants, dans le cadre d'universités italiennes installées chez nous par exemple, nous pourrions attirer plus facilement des investissements italiens. Donc ces universités seront aussi un levier de développement économique et non pas seulement des vecteurs pour la promotion de la recherche-développement. Cela est d'autant plus intéressant à souligner que les frais du fret et les salaires augmentent chez nos concurrents. Donc, certains opérateurs seraient prêts à se déployer au Maroc au lieu d'aller en Chine. Mais ils veulent avoir la main-d'œuvre qualifiée. Et si en plus de cela, ils sont accompagnés par leurs universités, ils ne peuvent que choisir le Maroc.



Toujours en rapport avec cette démarche visant à faire venir de grandes écoles et des universités internationales au Maroc, est-ce que le souci de la régionalisation a été pris en compte, sachant que le pouvoir d'achat n'est pas le même partout ?

C'est évident, nous n'allons pas concentrer toutes ces grandes écoles à Casablanca ou Rabat. Et vous avez l'exemple de l'université euro-méditerranéenne à Fès, une ville qui est d'ailleurs considérée comme un patrimoine mondial.

Vous parlez de cartographie et de mutualisation, on aimerait que vous reveniez sur cette idée de création de polytechnique de Rabat : qu'est-ce que vous pouvez nous dire sur ce sujet ?

Actuellement, chaque ministère à ses propres structures de formation et nous sommes en train de revoir tout cela. Il y a un projet de loi en cours d'élaboration pour regrouper les grandes écoles. Par exemple, à Rabat ce sera Rabat Tech. Pour les villes moyennes, il s'agira des polytechniques où nous allons rassembler les Écoles nationales des sciences appliquées (ENSA), les Écoles supérieures de technologie (EST), les Facultés des sciences et techniques (FST) pour les ériger en une seule structure. J'aimerais aussi, à cet égard, donner l'exemple du projet du CHU d'Agadir. Je ne donnerai pas mon aval à ce projet tant qu'on ne lui aura pas affecté les 40 hectares nécessaires pour toutes les dépendances qui doivent l'accompagner.

Il faut savoir que nous ne construisons pas pour le court terme. Il faut prévoir des campus pour faciliter la communication et le déplacement des étudiants et des professeurs et promouvoir aussi la recherche-développement. Nous devons dépasser le stade de la formation des cadres pour franchir le cap de la vraie recherche scientifique.

C'est un programme ambitieux, mais est-ce qu'on a une idée sur le planning de déploiement ? Et quels sont les délais de livraison de ces projets ?

L'École centrale est en construction, quant à Paris Est pour l'architecture, elle est prévue pour la rentrée prochaine. Nous avons aussi contacté les responsables de l'École polytechnique de Barcelone afin de démarrer à partir de l'année prochaine. Nous avons aussi contacté les Italiens, mais le ministre concerné est en campagne électorale et il nous a demandé d'attendre un peu, le temps qu'il soit fixé. Concernant l'Institut national des sciences appliquées (INSA), il faut le délocaliser à Marrakech pour ne pas concentrer toutes les écoles au Centre. Tout cela doit s'inscrire dans la continuité, que je sois là demain ou pas.

Je voudrais aussi revenir sur le problème des langues. Les Marocains doivent s'ouvrir sur toutes les langues. Nous comptons introduire au moins une matière en anglais chaque année dans les écoles d'ingénieurs et dans les facultés de médecine. De plus, nous sommes sollicités par les pays du Golfe qui demandent des doctorants qui maîtrisent l'anglais pour enseigner dans les universités. Nous avons aussi quelques bourses accordées par l'Inde pour des étudiants qui voudraient faire des doctorats en informatique en anglais et j'ai contacté l'OCP et M.Terrab m'a accordé 15 bourses pour le Brésil. Mais comment trouver des chercheurs qui maîtrisent le portugais ? La mondialisation impose la maîtrise de plusieurs langues. Il faut penser aussi à offrir des cours de sociologie, de psychologie et d'économie aux médecins et aux ingénieurs pour qu'ils puissent mieux connaître la société et mieux établir les contacts avec les gens. Il y a tant de choses à faire, mais par où commencer ?



On voudrait revenir sur la problématique des diplômés, surtout dans le cadre de l'enseignement privé. Il y a encore un problème d'insertion des étudiants qui viennent du privé et qui veulent s'inscrire dans des masters et des doctorats dans le secteur public, n'est-il pas temps de s'ouvrir sur ces écoles, et même de prévoir des passerelles permettant de passer du privé au public ?

Un doctorat c'est de la recherche scientifique et il faut avoir un solide background quand on veut préparer un doctorat. Malheureusement, quand j'ai pris mes fonctions, j'ai trouvé des masters professionnels qui conduisent à des doctorats, ça n'a aucun sens ! Quand on forme quelqu'un pour un doctorat, on le forme pour la recherche, et quand on forme quelqu'un dans le cadre d'une formation professionnelle, c'est pour le préparer à l'entreprise. Il faut savoir ce qu'on veut. C'est pour vous dire que l'équivalence n'est pas une mince affaire. Je vous cite le cas de quelqu'un revenant de l'étranger et qui demandait l'équivalence d'un doctorat. Quand on a examiné son cursus (baccalauréat, licence et master), c'était tout simplement catastrophique. Il y a beaucoup de choses à revoir, mais pas du jour au lendemain. En tout cas, dorénavant, dans les situations similaires, on ne va demander que le master. S'agissant des passerelles, si le système étatique dispensait toutes les formations, il n'y aurait pas de problèmes : le privé pourrait choisir une formation et la dispenser. Mais comme ce n'est pas le cas, les passerelles ne sont pas toujours possibles.

Si on donne l'équivalence aujourd'hui au privé, il va offrir la même formation que l'université. Or pour moi, le privé doit compléter l'offre de l'État et non pas la copier. Le privé joue un rôle très important en matière de formation supérieure.

D'ailleurs, il va siéger au sein de l'Agence qui sera créée et qui sera chargée de tout ce qui concerne les programmes et l'évaluation.

À côté de cette stratégie qui consiste à attirer les grandes universités internationales, vous avez aussi évoqué, au sein du Parlement, la création d'un Institut des plantes à Taounate, ne pensez-vous pas qu'il y a une nécessité pour le Maroc de créer ce genre d'instituts qui répondent aux besoins aussi bien nationaux qu'internationaux ?

Vous devez savoir qu'au Maroc, on a quelque 4 200 variétés de plantes, alors qu'on n'en exploite que 150 à 200. L'avenir de la santé mondiale est dans les molécules à base de plante, car quand vous investissez dans la chimie, le résultat n'est pas toujours sûr. Lorsque je suis arrivé à ce ministère, j'ai été surpris d'apprendre qu'on cueillait des plantes et qu'on les envoyait à des laboratoires étrangers ! Je considère que c'est un bradage du patrimoine national. Aujourd'hui, on les transfère dans des établissements publics marocains. Et on compte lancer des recherches avec des Canadiens et des Français. Pour la partie financement, on a déjà une convention avec le Crédit Agricole, et visiblement le Haut Commissariat aux eaux et forêts et le ministère de l'Agriculture sont intéressés par le projet. Sachez qu'un hectare de plantes aromatiques et médicinales permet à son propriétaire de vivre décemment. L'autre jour, j'avais déclaré au Parlement que le « kif » était une richesse nationale qui détruit le pays au lieu de le construire. Les molécules que contient cette plante ont une grande importance médicale. Les meilleurs tissus du monde sont faits à base de cannabis. On a donc décidé de lancer des recherches sur le kif, sur le cactus et sur l'arganier ainsi que sur toutes les autres plantes afin d'en tirer le meilleur parti.



Justement, cela nécessite une stratégie globale en matière de recherche et de développement, est-ce que cela est prévu dans le cadre de votre plan d'action ?

Tout le monde affirme faire de la recherche, mais il n'y a aucune coordination. J'ai posé cette problématique au sein du gouvernement et on est en train de préparer un texte de loi pour mettre en place un système de coordination pour réunir tout le monde autour d'une même table. Il y a un argent fou qui est dépensé en frais de fonctionnement et de voyages, et on prétend faire de la recherche ! Or l'argent n'est pas toujours le vrai problème. L'Inde consacre 0,9% de son PIB à la recherche et le Maroc est aussi dans la même proportion. Pourtant, il n'y a pas de commune mesure entre les deux pays. Pire encore, on est en régression et des pays comme la Tunisie nous ont devancés. On était au même niveau que la Malaisie en 2003, mais aujourd'hui, ce pays nous dépasse de loin.

De Bac+2 à Bac +5

Les EST qui dispensent actuellement des formations de bac+2 peuvent, à l'avenir, dispenser des formations bac+5. Cela nous permettra de garantir à nos jeunes étudiants une offre plus large et donc plus grand nombre de places disponibles. Ils n'auront plus besoin d'aller vers les pays de l'Europe de l'Est, car ils auront dans leur pays des structures beaucoup moins chères. «Je voudrais ici vous rassurer : les EST ne risquent pas de concurrencer le secteur privé, car ce sont deux logiques différentes. Elles ne dispenseront que des formations qui n'existent pas au Maroc actuellement».

Publié le : 19 Février 2013 –

SOURCE WEB Par B.M., A.L., A.Rm., LE MATIN

Tags : Forum Maroc Soir 90 minutes pour convaincre-Lahcen Daoudi ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation des cadres- diagnostic-dysfonctionnements qui plombent l'université marocaine-es moyens de les surmonter-Procéder au regroupement des structures d'enseignement supérieur-